

MONDIALISATION

Comment stopper l'importation d'aliments issus de pratiques interdites en Europe?

Un règlement européen pour protéger
l'environnement et nos agriculteurs



FONDATION
NICOLAS HULOT

THINK TANK



Institut Veblen
pour les réformes
économiques

Un rapport et une
proposition qui marquent
une alliance durable
entre monde agricole et
écologistes



La proposition en bref

- Des règles sanitaires, environnementales et relatives au bien-être animal pour les produits importés sur le territoire européen équivalentes à celles en vigueur dans l'UE.
 - protéger les agriculteurs européens
 - maintenir un niveau d'exigence sociale, sanitaire et environnementale élevé
 - alimenter un cercle vertueux, obligeant nos partenaires commerciaux à faire évoluer leurs pratiques pour pouvoir accéder au marché européen.
- **Défendre une régulation de la mondialisation qui mette le commerce international au service de la transition agroécologique et d'une juste rémunération des agriculteurs en Europe tout comme chez nos partenaires.**



TOUJOURS PLUS DE VIANDES BOVINES AMÉRICAINES IMPORTÉES... qui répondent **toujours moins** aux normes de productions de l'UE

Les nouveaux flux créés par les accords
bilatéraux en cours de ratification.

EXEMPLE DE NORMES DE PRODUCTION INTERDITES AU SEIN DE L'UE ET TOLÉRÉES CHEZ NOS PARTENAIRES AMÉRICAINS :

- Utilisation des **farines animales** dans l'alimentation des bovins.
- Utilisation des **antibiotiques** comme activateurs de croissance des bovins.
- **Tracabilité** individuelle non obligatoire des animaux de leur lieu de naissance à leur lieu d'abattage.
- **Temps de transport** non limité à 8 heures sans pause.
- **Marquage au fer rouge** autorisé dans certains pays (exemple : Brésil)





L'exemple de la viande de bœuf

- **Quelques exemples de différences de normes :**

- **Farines animales** : interdites en Europe depuis 2001 / autorisées au Canada et aux Etats-Unis par exemple.
- **Antibiotiques** : interdits comme activateurs de croissance en Europe / utilisés comme activateurs de croissance au Brésil, par exemple.
- **Traçabilité** : traçabilité individuelle obligatoire de chaque animal du lieu de naissance au lieu d'abattage en Europe / traçabilité uniquement de la dernière exploitation à l'abattage au Brésil, par exemple. Et des défaillances : Cf audit DG Santé sur le système de traçabilité des viandes canadiennes.

- **Bien-être animal** : Temps de transport avant pause limité à 8 heures en Europe et chargement maximum fixé par la réglementation / aucune réglementation sur le bien-être animal en élevage et pendant le transport au Brésil.





Notre solution:
un règlement européen
sur des mesures de
réciprocité, dites
“mesures-miroirs”.



Les mesures- miroirs en matière d'élevage

- Interdiction de produits issus d'animaux traités avec des **produits vétérinaires ou nourris avec des aliments non autorisés par la réglementation européenne ou ne respectant pas les exigences d'identification et de traçabilité**
- L'interdiction de **produits issus d'animaux dont il n'est pas attesté qu'ils ont bénéficié de certaines conditions minimales en matière de bien-être animal, concernant le temps de transport notamment.**
- Pour garantir l'effectivité de ces mesures, prévoir le renforcement des contrôles dans les principaux pays exportateurs et la mise en place de procédures de suspension



Les échéances politiques

- Les accords de commerce en cours de discussion (Mercosur, Mexique, Chili, Australie, Nouvelle-Zélande)
- La présidence française de l'UE au premier semestre 2022.
- Les prochains travaux européens en matière de durabilité : initiative législative sur la déforestation importée, travaux sur le bien-être animal, ...